Le PCF en rangs serrés contre la malbouffe

Conduite par Pierre Laurent, une délégation du Parti Communiste était au Salon de l'agriculture. Un message clair : gagner le droit à une alimentation saine et accessible à tous.

La crise de la viande de cheval continue de se ventiler en Europe et de planer sur les allées du Salon de l'agriculture. Hier matin, c'était au tour du Parti communiste de visiter la plus grande ferme de France. En ces heures de viandes rouges mixées, de farines volaillères et autres antibiotiques laitiers, la délégation, emmenée par Pierre Laurent, secrétaire national du Parti, avait un message clair à défendre : gagner le droit à une alimentation saine et accessible à tous.

La seule voie valable pour y parvenir, estiment les communistes, consiste à réinsuffler de la politique publique dans le système ou, autrement formulé, à s'attaquer à la dérégulation sous toutes ses formes. « Le scandale de la viande de cheval illustre la logique d'un agrobusiness qui croît en écrasant les prix payés aux producteurs et grâce à la spéculation et l'opacité des marchés », estime ainsi Pierre Laurent, tirant un fil avec la crise que traversent les éleveurs français. « Rétablir des systèmes qui payent correctement le travail agricole est un enjeu essentiel pour la qualité de notre alimentation. »

Bouger, aussi, et pour aller dans le même sens, les lignes arrêtées de longue date à l'échelle européenne. Ciblés, singulièrement, les budgets de la PAC, dont le PCF demande le plafonnement ainsi qu'une redistribution au bénéfice des plus petits producteurs. Certes, reprend Pierre Laurent, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, et François Hollande évoquent une revalorisation des aides aux 50 premiers hectares, mesure censément profitable aux petits et moyens exploitants. « Mais il ne faut pas raconter d'histoire aux agriculteurs : nous n'avons pas, pour l'heure, obtenu satisfaction sur ce point. La bagarre doit continuer et le gouvernement français ne doit pas lâcher sur cet objectif. »

Reste, enfin, l'épineuse question de la traçabilité. Sur ce point, le PCF voit double. D'abord, en exigeant de rendre obligatoire l'étiquetage de tous les produits alimentaires, y compris transformés. L'Europe s'y oppose, « mais la France peut le faire », assène André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée, qui déposait, la semaine dernière, une proposition de loi dans ce sens. En rétablissant, ensuite, des moyens de contrôles réels aux services sanitaires publics. « Il ne suffit pas de faire des discours sur les enjeux, note ainsi Pierre Laurent. Le fait est qu'aujourd'hui, les services manquent de personnels, les laboratoires publics sont mis en concurrence avec ceux du privés et que, au final, c'est le système de l'autocontrôle prôné par l'agro-industrie qui l'emporte. »

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés
Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 11 mars 18H30 réunion Collectif Solidarité Palestine d'Annecy

réunion Conseil départemental PCF74

Mardi 12 18H30 réunion RESF74

Mercredi 13 Réunion MJCF74

Réunion cellule PCF de Cran-Gevrier

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

18H30 Salle Yvette Martinet 15, avenue des îles Annecy Artisans du Monde et l'AFPS-74 invitent à rencontrer deux partenaires palestiniens de la coopérative PARC

20H Alterlocal Table ronde Internet et vie privée

Jeudi 14 Mars à 20h30 : Histoire de L'Art par Véronique Bourgoin au Lycée Hôtelier de Bonneville

Vendredi 15 mars 18h30 assemblée générale ordinaire de l'association Accueillir l'Étranger, salle à côté de l'église Sainte Bernadette, avenue d'Albigny 74000 Annecy (face Casino Impérial, bus n°2)

Réunion section PCF d'Annecy

Samedi 16 mars 14 h à Nantua GRAND RASSEMBLEMENT Pour dire notre opposition au renouvellement du permis des MOUSSIERES (Ain) Pour dire Stop aux gaz et huiles de schiste, ici et ailleurs

Dimanche 17 mars 14H30 square Charles Bosson (à l'autre bout du Pâquier) Table sur le centre des Congrès des Amis de la Terre

Jeudi 21 Mars à 20h30 Les jeudis de l'Économie par Marc Gindre et Marie Jo Egger au Collège Samivel de Bonneville LE TRAVAIL, ENTRE ESTIME DE SOI ET SOUFFRANCES

Vendredi 22 mars Assemblée section PCF d'Annemasse pour le droit de vote des étrangers

Samedi 23 mars Pâquier 14H30 Table sur le centre des Congrès des Amis de la Terre

16H30 Puits St-Jean Annecy Initiative du Mouvement de la Paix

Dimanche 24 mars 14H30 square Charles Bosson (à l'autre bout du Pâquier) Table sur le centre des Congrès des Amis de la Terre

attac

FRONT DE GAUCHE

ATTAC Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'**Action** Citoyenne et le **Front de Gauche** s'associent pour vous présenter

LE GRAND RETOURNEMENT

Film de Gérard Mordillat
avec François Morel, Edouard Bauer, Jacques Weber

Mardi 26 mars, 20h

Espace Cinéma DOUVAINE

Entrée 6 €

qui sème la misère récolte la colère

La « rupture » et le « changement » ont été successivement invoqués par la droite et par la gauche « de gouvernement », avec les résultats que l'on sait ! Place donc au Grand Retournement, sous la plume brillante de Frédéric Lordon et avec la caméra militante de Gérard Mordillat. Cette « comédie sérieuse » selon la formule du réalisateur, servie par une palette d'acteurs talentueux, est une dénonciation mordante des fauteurs de crise (financiers spéculateurs, médias complaisants, politiciens timorés...).

La projection sera suivie d'un débat animé par un économiste du Front de Gauche, Pierre Ivorra, journaliste à L'Humanité.

SOUTIEN AU SEJOUR DES ETRANGERS
9, quai des Clarisses
74000 Annecy

Annecy, le 10 mars 2013

Convocation à Assemblée Générale

Cher-e-s ami-e-s,
vous avez manifesté votre intérêt pour le soutien aux étrangers demandant l'asile ou le séjour en France, qui rencontrent de nombreux problèmes, spécialement en Haute-Savoie. Que vous soyez déjà adhérents ou pas encore, vous êtes invités très cordialement à l'Assemblée Générale, qui aura lieu salle des Clarisses, 11, quai des Clarisses à Annecy, mardi 26 mars 2013, à 18 h 30.

Ordre du jour :
- rapport d'activité
- rapport financier
- renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Après cette AG du Soutien de Séjour aux Étrangers, les 2 comités, le Comité de Défense du Droit d'Asile et le Collectif Roms, qui a succédé au Collectif pour le Soutien des Sans Papiers, exposeront leurs activités et la situation actuelle.

Pour participer au vote de cette A.G., vous devez être à jour de votre cotisation.
C'est pourquoi vous seriez bien aimable de renvoyer ou apporter le bulletin ci-dessous.

Le président Pierre BOUKHALFA

.....

Bulletin d'adhésion année 2013
A envoyer ou apporter à l'A. G.

individuelle association syndicat parti politique collectif

Nom..... Prénom .....
Adresse.....
Email .....

Adhère à l'association "Soutien au séjour des étrangers".
Cotisation 15 €
Règlement par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de: "Soutien au séjour des étrangers"

Je désire un reçu fiscal: Oui Non

Je présente ma candidature aux élections du CA: Oui Non

Je ne pourrai y assister et donne un pouvoir pour me représenter à .....

Date ..... Signature

« Le décès de Hugo Chavez, une grande perte pour le Vénézuéla et pour l'Amérique latine tout entière »

Au nom du Parti Communiste Français et en mon nom propre, je voudrais saluer la mémoire du président Hugo Chavez Frias décédé le 5 mars après avoir affronté courageusement une longue maladie.

Le peuple vénézuélien perd un dirigeant, sans doute le plus important dans son histoire récente, qui a changé radicalement ses destinées. Il reste le président des gens modestes qui a apporté des avancées démocratiques et sociales sans précédent. Sous sa présidence, le Venezuela est devenu un pays indépendant et libre de la domination des pires fléaux du sous-développement dans lequel l'avaient laissé des décennies de gouvernement des forces corrompues et soumises à l'hégémonie étasunienne.

Son décès est aussi une grande perte pour l'Amérique latine tout entière, pour tous ces pays avec qui le Venezuela a développé des relations de coopération et de solidarité, pour tous les gouvernements progressistes avec qui le président Hugo Chavez Frias a commencé à construire une union continentale fondée sur le développement humain et le respect des souverainetés.

Je tiens à transmettre à son peuple, à sa famille, au vice-président Nicolas Maduro et à tous les révolutionnaires vénézuéliens nos plus attristées condoléances et toute notre solidarité. Nous sommes confiants dans l'avenir de la révolution bolivarienne et des peuples de l'Amérique latine forts de l'œuvre qu'il laisse.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,
Paris, le 6 mars 2013.

ANI : « la démocratie sociale n'est pas la domination d'une minorité sur la majorité »

Plus la vérité se fait jour sur le contenu de l'Accord national interprofessionnel conclu entre le Medef et certains syndicats de salariés, plus il devient évident qu'il s'agit d'un mauvais texte, qui va profondément dynamiter le code du travail.

Face à cette montée du mécontentement, le gouvernement et une partie des députés socialistes se mobilisent. Pour le ministre du Travail Michel Sapin, l'accord signé par 3 syndicats sur 5 est majoritaire et pour 100 députés signataires d'une tribune dans le JDD, il s'agit d'une avancée au nom de la « démocratie sociale ». Que de contre-vérités ! La « démocratie sociale » est devenue la nouvelle expression magique pour faire avaler de toute force ce projet si néfaste. Mais les mots ont un sens. La démocratie, c'est un homme, une voix et une majorité. L'ANI est tout sauf cela car élaboré par une minorité des représentants syndicaux. La démocratie même accolé de l'adjectif social, ce n'est pas la domination d'une minorité sur la majorité.

Cette accord ne doit pas être transposé par la gauche à l'assemblée qui est majoritaire, faut-il le rappeler. Le PCF, derrière les syndicats, appelle à la plus large mobilisation demain, mardi 5 mars, lors de la manifestation contre l'ANI.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche seront présents. En présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et sénateur, ainsi que de nombreux élu-e-s et militant-e-es communistes et du Front de gauche. La manifestation partira de Châtelet vers l'Assemblée nationale.

Paris, le 4 mars 2013.

A lire

L'Humain d'abord, programme du Front de Gauche. Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.

Contre l'ANI, c'est bien parti !

Plus de 200 000 personnes ont défilé dans les rues de France mardi 5 mars, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, contre l'ANI, l'accord de flexibilité de l'emploi voulu et signé par le MEDEF. « Ces manifestations sont un premier avertissement, une première interpellation des parlementaires, mais aussi le signal d'une phase de mobilisation plus large » a déclaré Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du PCF.

L'ANI C'EST QUOI ?

L'ANI, c'est le retour des accords compétitivité emploi voulus par Sarkozy et le Medef. Plus la vérité se fait jour sur le contenu de l'Accord national interprofessionnel conclu entre le Medef et certains syndicats de salariés, plus il devient évident qu'il s'agit d'un mauvais texte, qui va dynamiter le code du travail.

ANI = ANTI DÉMOCRATIQUE

Michel Sapin, le Ministre du travail, déclare qu'il s'agirait d'une avancée au nom de la « démocratie sociale ». Quelle contre-vérité ! L'ANI est tout sauf cela car élaboré par une minorité des représentants syndicaux. La démocratie même accolé de l'adjectif social, n'est pas la domination d'une minorité sur la majorité.

ANI = ANTI-SOCIAL

Mobilité forcée, casse du code du travail, des salaires et de la durée légale, précarité... la liste des régressions de cet « accord » est longue.

Deux exemples : Les employeurs gagnent le droit d'obliger un salarié à changer de poste ou muter. S'il refuse, le salarié est licencié sans recours. Second exemple, il suffirait à une entreprise de se déclarer en difficulté, pour proposer des baisses de salaires ou un allongement des horaires.

Si une majorité de syndicats les votaient, chaque salarié n'aurait le choix que de s'y soumettre ou d'être licencié.

CHANGER DE LOGIQUE

Si cet accord était transcrit en loi, cela se traduirait par un désarmement des salariés face à une offensive extrêmement violente du patronat.

La barre des 5 millions de chômeurs réels est franchie. Les plans de licenciements se multiplient. De plus en plus d'entreprises font pression pour que les salariés acceptent des baisses de salaires. Il faut en finir avec ce chantage du patronat et surtout ne pas lui donner cette arme supplémentaire. Le président Hollande continue de parler d'inversion de la courbe du chômage pour 2013. Plus personne n'y croit. Il veut nous faire croire, comme les autres chefs d'États européens, qu'il n'y aurait qu'une seule solution, l'austérité et la réduction du « coût » du travail.

Mais c'est cette solution qui conduit partout en Europe aux impasses économiques, sociales, démocratiques et humaines.

C'est le coût du capital qui est un problème pas le travail. L'alternative à l'austérité c'est possible. Et même nécessaire.

L'ANI NE PASSERA PAS !

Avec les 150 manifestations de mardi dernier, la majorité des syndicats a lancé la lutte et compte la poursuivre. Le PCF et le Front de gauche s'engagent dans cette bataille et appelle à populariser et signer massivement l'appel de la campagne unitaire «Un ANI qui vous veut du mal ! »

http://www.audit-citoyen.org/

En mai, le texte sera examiné à l'Assemblée nationale. Le gouvernement demande aux députés d'adopter sa transcription dans la loi sans en changer une ligne. Gérard Filoche, pourtant membre de la direction nationale du Parti socialiste constate lui-même que le texte contient 51 régressions sociales. Les Françaises et les Français n'ont pas chassé Nicolas Sarkozy pour que le Medef fasse la loi. Quand on est de gauche, on ne vote pas des lois qui enfoncent les salariés dans la crise et les empêchent de se défendre.

C'est ce que feront les parlementaires du Front de gauche. Ils appellent tous les députés de gauche, PS, Radicaux, EELV à refuser cette régression sociale majeure.

Diesel : Plutôt que des taxes, privilégions la construction de véhicules propres à bas prix

En taxant plus fortement le diesel, Delphine Batho, ministre de l'Écologie propose avant tout une nouvelle saignée fiscale sur les propriétaires captifs d'un véhicule diesel. Elle va toucher des millions de salariés, de chômeurs qui n'ont que leur voiture pour se rendre à leur travail ou chercher un emploi.

Comme d'habitude les camions sont épargnés. Cette mesure ne réduira en rien la production de particules fines avec ses conséquences sur la santé publique, ce qui est pourtant dénoncé depuis longtemps. L'objectif de la taxation du diesel est donc de faire rentrer uniquement de l'argent dans les caisses de l'État sans pour autant résoudre les problèmes sanitaires.

La nouvelle prime à la casse du ministre de la reconversion industrielle, Arnaud Montebourg, pourrait de prime abord apparaître comme plus séduisante afin de faciliter l'achat d'un nouveau véhicule moins polluant. Pour autant la faiblesse du pouvoir d'achat et les politiques d'austérité constituent des obstacles majeurs.

Il est temps que la filière industrielle de l'automobile coopère afin de mettre sur le marché un véhicule propre à bas prix.

Cela permettrait la relance de cette filière industrielle tout en réduisant les pollutions. Nous demandons l'ouverture d'un débat public national sur les enjeux des déplacements qui fait actuellement défaut dans le cadre de la conférence gouvernementale pour la transition énergétique et la création d'une commission parlementaire sur l'émergence d'une véritable politique des transports et les filières industrielles attenantes.

Élections italiennes : « C'est l'Italie qui est malade. Le peuple ne mérite pas le pire »

Au vu des résultats des élections en Italie nos premières pensées vont à nos amis et camarades de la liste « Rivoluzione civile » conduite par Antonio Ingroia et sur laquelle figuraient nos camarades de Refondation Communiste et du Parti des Communistes Italiens.

Dès son annonce, ce rassemblement a suscité de l'intérêt et une mobilisation importante. Mais la crainte de nombreuses femmes et hommes de gauche de subir un énième retour de Berlusconi a favorisé le vote utile en faveur de Pier Luigi Bersani et du Parti Démocrate.

Une partie de l'électorat s'est aussi tourné vers le démagogue Beppe Grillo qui a su regrouper les mécontents de tout bord. Son électorat loin d'être convaincu par ses propositions et son programme voulait donner un coup de pied dans la fourmilière. Le succès de Grillo c'est la quintessence d'une dégradation de l'image des politiques italiens en général, un doute total sur la capacité du centre droit, comme du centre gauche, de répondre aux attentes du peuple.

La gauche, la vraie, celle qui quotidiennement s'intéresse aux revendications sociales et qui a mis la morale publique au cœur de son action sera absente du futur parlement. Le système électoral malhonnête, « porcellone », a fait le reste. Le manque de courage du centre gauche pour ne pas avoir porté une vraie réforme électorale, ni faire voter une loi contre la concentration dans les média ont permis à Berlusconi de faire un éternel retour.

Seul un gouvernement qui n'aura pour mandat que de réformer le système institutionnel intégrant les citoyens italiens à son processus pourrait être formé. C'est ce qu'appelle de leurs vœux les amis et camarades de la liste « Révolution civile ».

Mais entre un populisme de droite vulgaire et omnipotent et une démagogie assumée de Grillo, les prochaines semaines en Italie risquent d'être celles de la désillusion. Ce peuple ne mérite pas le pire, mais celui-ci peut arriver. Nous serons aux côtés de celles et ceux qui luttent contre les réformes néo libérales terribles pour les salariés, les retraités, les précaires en Italie comme dans le reste de l'Europe et nous savons que les femmes et les hommes candidats et soutiens de la liste « révolution civile » seront de toutes ces batailles.

L'Italie est malade de la corruption, de la mafia, du clientélisme, de la désintégration de l'état social et de l'évasion fiscale. Aucun des vainqueurs d'hier soir n'a mis au cœur de son programme ces thèmes. Ils n'étaient portés que par « Révolution civile ».

Gilles Garnier, Responsable des questions européennes au PCF,

Chiffres du chômage : le gouvernement doit se débarrasser de ses scories libérales

La dernière livraison des chiffres du chômage annonce une augmentation de 1,4% du nombre de chômeurs sur le mois de janvier 2013, soit 43 900 demandeurs d'emploi supplémentaires. En progression continue depuis 19 mois, le nombre de chômeurs atteint désormais de 3 169 300 et se rapproche dangereusement du pic historique de 1997.

A ce rythme-là, non seulement le chômage ne sera pas le combat d'un mois, mais il ne sera pas plus celui de l'année 2013 ni des suivantes !

Ces résultats sur le front du chômage sont la conséquence de la politique de ce gouvernement et des précédents. Dans les pas de ses prédécesseurs, François Hollande n'a eu de cesse de rassurer les marchés financiers plutôt que de créer les conditions d'une véritable relance de l'économie.

En quelques mois, le redressement industriel s'est traduit en abandon de l'industrie, le soutien aux territoires en accélération de leur étranglement financier, le combat contre la finance en accompagnement de celle-ci, la bataille pour la sécurisation de l'emploi en sécurisation des employeurs et précarisation des salariés …

La gauche ne peut pas remporter son combat contre le chômage avec cette politique. Elle n'impulsera pas le changement pour lequel les français-es l'ont élue.

S'il veut véritablement imposer un nouveau modèle économique et social, le gouvernement devra se débarrasser de ses scories libérales et promouvoir une réelle sécurité d'emploi et de formation des travailleurs. Il devra imposer au patronat le principe d'un droit de veto des comités d'entreprise pour s'opposer aux plans de licenciement, obliger l'employeur à examiner les plans alternatifs des salariés et prendre les mesures pour les financer.

Décès de Stéphane Hessel : « l'indignation jusqu'au bout »

J'apprends avec infiniment d'émotion la disparition de Stéphane Hessel. Je veux, au nom du PCF, des militants communistes qui ont partagé de très nombreux combats avec lui, dire combien il fut un homme courageux, de gauche, fidèle à des valeurs, à des principes. Jeune résistant ayant rejoint les Forces françaises libres à Londres en 1941 puis déporté, Stéphane Hessel n'a cessé d'agir tout au long de sa vie pour un monde meilleur, une société plus humaine.

Intellectuel, diplomate, écrivain, il fut un homme engagé, un militant des droits de l'Homme, de la solidarité aux sans-papiers, de la paix en Palestine. Il fut aussi un homme engagé à gauche allant jusqu'à défendre une motion au dernier congrès du Parti socialiste pour une social démocratie qui continue à préserver l'humain contre la finance. Doux et passionné, il aimait l'échange, le débat et la fraternité. Le succès mondial de son livre "Indignez-vous" notamment parmi la jeunesse l'avait propulsé au devant de la planète entière, suscitant une irruption démocratique bienvenue.

Amusé, il observait avec un regard malicieux et portait toujours un message invitant à l'engagement, à la solidarité, à des actions collectives autour d'une question : dans quelle société voulons-nous vivre ? Indigné jusqu'au bout, telle fut la vie de Stéphane Hessel. Nous n'avons pas de plus bel hommage à lui rendre que de continuer à s'en inspirer, inlassablement.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

L'origine communiste de la Journée internationale des Femmes

8 mars 2013·par jclille· dans Uncategorized. ·

La création d'une « Journée des femmes » a été proposée pour la première fois en 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, par la communiste Clara Zetkin, et s'inscrivait dans une perspective révolutionnaire

La date n'est tout d'abord pas fixée, et ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg, et l'impulsion de Lénine en 1921, que la tradition du 8 mars se met en place. Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier.

C'est la journaliste allemande Clara Zetkin qui a lancé l'idée d'une Journée des femmes

Directrice de la célèbre revue Die Gleichheit (L'égalité), qu'elle a fondé en 1890, Clara Zetkin (1857-1933) organise les conférences internationales des femmes socialistes de Stuttgart (1907) et de Copenhague (1910) où elle impose son point de vue et est élue secrétaire. C'est à Copenhague, en 1910, lors de la seconde conférence internationale des femmes socialistes, qu'elle propose d'organiser une « Journée des femmes » en vue de servir à la propagande pour le vote féminin. La conférence réunit une centaine de militantes, venues de 17 pays. Elles adoptent aussitôt cette proposition, inspirée des manifestations d'ouvrières qui se sont déroulées aux États-Unis en 1908 et en 1909. Le 8 mars 1914, les femmes réclament le droit de vote en Allemagne. Elles l'obtiennent le 12 novembre 1918.

Clara Zetkin est emprisonnée en 1915 en raison de ses convictions pacifistes. En 1916, elle joue, avec Rosa Luxemburg, un rôle essentiel dans la création du parti communiste allemand. En 1920, élue au Reichstag, Clara Zetkin assiste à la montée du nazisme en Allemagne. Le 30 août 1932, à 75 ans, elle est chargée, en sa qualité de doyenne du Reichstag, de prononcer le discours d'inauguration du Parlement où dominent les chemises brunes. Elle lance un vibrant appel à lutter contre le nazisme. Ce sera sa dernière manifestation publique. En exil à Moscou, elle meurt le 20 juin 1933.

Ses convictions lui ont survécu. Elle a défendu une conception du couple au sein duquel les partenaires sont égaux en droits. Elle était favorable au divorce par consentement mutuel et pensait que les garçons, comme les filles, doivent prendre part aux soins du ménage. Mère de deux garçons, elle a vécu elle-même en union libre.

Le 8 mars 1921, Lénine institue la Journée internationale des femmes, dont il fixe la date en souvenir des ouvrières de St-Pétersbourg. Le 23 février 1917 (du calendrier Grégorien, cette date correspondant au 8 mars dans notre calendrier Julien), à Petrograd (Saint Pétersbourg), la capitale russe de l'époque, les femmes manifestent pour réclamer du pain et le retour de leurs maris partis au front, la paix et… la République ! Les difficultés d'approvisionnement liées au froid poussent un grand nombre d'ouvriers des usines Poutilov, les plus importantes de la ville, à faire grève et à se joindre au défilé. Cette manifestation pacifique marque le début de la fin du règne du tsar Nicolas II, empêtré dans les difficultés de la Grande Guerre (1914-18) qu'il a contribué à provoquer trois ans plus tôt. Du textile, la grève s'étend rapidement et spontanément à l'ensemble du prolétariat de Pétrograd. Au cri « du pain », s'ajoutent vite ceux de « paix immédiate », « à bas l'autocratie » et « à bas le tsar ». En quelques jours, la grève de masse (200 000 personnes dans les rues) se transforme en insurrection, avec le passage de la garnison à la révolution. Dans la capitale russe, les manifestations se succèdent et s'amplifient pour aboutir en cinq jours à la chute de l'empire.

Lénine donne dans la Pravda du 8 mars 1921 les explications suivantes : Un des traits essentiels du bolchevisme et de la Révolution russe a été d'attirer à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le capitalisme. Dans les monarchies et les républiques démocratiques bourgeoises, la majorité de la population est opprimée, trompée, pillée par les capitalistes. Cette oppression, cette tromperie, ce pillage du travail populaire sont inévitables tant que subsiste la propriété du sol, des fabriques, des usines.

L'essence du bolchevisme, du pouvoir des Soviets, consiste en ce qu'il dévoile le mensonge et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, abolit la propriété privée de la terre et des usines et réunit tout le pouvoir entre les mains des masses travailleuses et exploitées. Ce sont ces masses elles-mêmes qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. L'œuvre est difficile, mais il n'est pas d'autre issue à l'esclavage du salariat.

Pour entraîner les masses dans la politique, il faut y entraîner les femmes. Car, sous le régime capitaliste, la moitié du genre humain est doublement opprimée. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital ; en outre, même dans les plus démocratiques des républiques bourgeoises, elles restent devant la loi des êtres inférieurs à l'homme ; elles sont de véritables « esclaves domestiques », car c'est à elles qu'incombe le travail mesquin, ingrat, dur, abrutissant de la cuisine et du ménage.

La révolution bolchevique a coupé les racines de l'oppression et de l'inégalité de la femme, ce que n'avait encore osé faire aucun parti, aucune révolution. De l'inégalité de la femme devant la loi, il ne reste pas trace chez nous. L'inégalité odieuse dans le mariage, le droit familial, la question des enfants a été totalement abolie par le pouvoir de Soviets.

Ce n'est là qu'un premier pas vers l'émancipation de la femme. Mais pas une seule République bourgeoise, même parmi les plus démocratiques, n'a osé le faire, et cela de crainte d'attenter au principe sacro-saint de la propriété individuelle. Le second, (le plus important) a été la suppression de la propriété privée sur la terre et les usines. Voilà ce qui ouvre la voie à l'émancipation effective et intégrale de la femme et à son affranchissement de « l'esclavage domestique » par la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette émancipation est chose difficile, car il s'agit de transformer des coutumes, des mœurs enracinées depuis des siècles. Mais nous avons déjà un début, le branle est donné et nous sommes engagés dans la vole nouvelle.

Aujourd'hui, journée internationale des ouvrières, dans tous les pays du monde d'innombrables réunions d'ouvrières voteront des adresses de félicitation à la Russie des Soviets, qui a inauguré l'œuvre difficile, mais grande et féconde, de leur libération ; les leaders du mouvement féminin exhorteront à ne pas perdre courage devant la sauvage réaction bourgeoise. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », plus les capitalistes répriment avec cruauté le mouvement ouvrier. Nous en avons un exemple dans la République démocratique des États-Unis. Mais les travailleurs se réveillent. La guerre impérialiste a tiré de leur torpeur les masses laborieuses d'Amérique, d'Europe et même d'Asie.

Le monde entier est en effervescence. La libération des peuples du joug de l'impérialisme, la libération des ouvriers et des ouvrières du joug du capital progresse irrésistiblement. Elle s'accomplit, grâce à la poussée de dizaines et de centaines de millions d'ouvriers et d'ouvrières, de paysans et de paysannes. C'est pourquoi la cause de l'émancipation du travail triomphera dans le monde entier. En 1977, les Nations Unies officialisent la « Journée Internationale des Femmes ».

http://www.lescommunistes.org/spip.php?article402

Jour de carence : Marylise Lebranchu fait le bon choix

La suppression de la journée de carence dans la Fonction publique, instaurée par le précédent gouvernement, a été annoncée par Marylise Lebranchu. Cette journée privait de toute rémunération, les agents publics, le premier jour d'un arrêt maladie. La mesure avait été décidée à quelques encablures de l'élection présidentielle par Nicolas Sarkozy. Présentée comme une mesure d'équité avec les salariés du privé, elle constituait avant tout un acte politique de démagogie contre les fonctionnaires.

En fait alors que la grande majorité des salariés du secteur privé n'est pas assujettie au jour de carence en vertu de nombreuses conventions collectives et accords d'entreprise, aucun dispositif similaire n'existe dans la Fonction publique. Le jour de carence a donc conduit à des pertes salariales, très sensibles surtout si on tient compte de la faiblesse des rémunérations dans le fonction publique. Rappelons qu'un million d'agents publics sont payés au niveau du SMIC.

La décision annoncée par la ministre de la Fonction publique répond à l'attente des salariés et de toutes les organisations syndicales de la fonction publique. Cette décision qui entrera en vigueur dans la loi de finance de 2014 va dans le bon sens.

Pour l'UMP, « l'annonce par le Gouvernement de la suppression du jour de carence des fonctionnaires est une mesure scandaleuse qui vise à rétablir en France une société de privilèges digne de l'Ancien Régime ». Rien de moins ! Et il faut s'attendre à ce que la droite et les forces de l'Argent se mobilisent vent debout contre cette décision. C'est pourquoi les communistes, leurs parlementaires, seront présents pour appuyer la décision de la ministre de la Fonction publique. Il faudra aussi que les salariés du publics restent mobilisés pour que cette mesure de justice soit définitivement prise.

Compte-rendu de session parlementaire

Le Parlement européen s'est réuni en session plénière du 7 au 7 février à Strasbourg. Je vous invite à lire ce compte-rendu qui reprend les principaux éléments discutés et votés lors de cette session.

Le processus de paix en Turquie en débat au Parlement européen

Intervention 6/2/2013 - C'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole aujourd'hui dans cet hémicycle. Effectivement, le 9 janvier dernier, à Paris, trois militantes kurdes, Sakine, Fidan et Leyla, étaient froidement assassinées dans les locaux du centre d'information du Kurdistan, en plein centre de Paris. Je connaissais personnellement l'une d'entre elles. Ce meurtre horrible a suscité une vague d'émotion sans précédent. Nombre de démocrates ont découvert la tragédie du peuple kurde. À Paris, 50 000 personnes se sont rassemblées le samedi qui a suivi l'assassinat. Des commentaires et des spéculations diverses s'en sont suivis, y compris de la part des autorités turques, et je le regrette.

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/le-processsus-de-paix-en-turquie-en-debat-au-parlement-europeen

Conférence de presse : Dialogue pour une solution pacifique à la question kurde en Turquie

A la suite du débat en séance plénière et à l'invitation du groupe de la GUE/NGL, des représentants du BDP (Parti pour la paix et la démocratie) sont venus s'exprimer en conférence de presse. Il a été question de la résolution pacifique de la question kurde par le dialogue avec le gouvernement turc.

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/conference-de-presse-dialogue-pour-une-solution-pacifique-la-question-kurde-en-turquie

Assassinat de Chokri Belaïd, c'est la démocratie tunisienne qui est visée

Strasbourg, 6/2/2013 - Le groupe de la Gauche Unitaire Européenne-Gauche Verte Nordique (GUE/NGL) condamne avec la plus grande fermeté le lâche assassinat à Tunis de l'avocat Chokri Belaïd secrétaire général du Parti Patriote Démocratique Unifié, et membre dirigeant du Front Populaire. Il exprime sa vive émotion et transmet ses condoléances et sa solidarité à l'égard de son épouse, ses deux filles, son parti, le Front populaire et le peuple tunisien dans son ensemble. Chokri Belaïd était une des figures de la Révolution tunisienne. Il s'est toujours opposé à la violence politique et défendait aujourd'hui comme hier la démocratie et la justice sociale.

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/assassinat-de-chokri-belaid-cest-la-democratie-tunisienne-qui-est-visee

Conférence de presse : Tunisie la transition démocratique en danger

5/2/2013 - A l'occasion de la présence du président tunisien Moncef Marzouki au Parlement européen le groupe GUE-NGL a invité Fathi Chamkhi, leader de RAID Tunisie (membre du réseau CADTM et ATTAC), à s'exprimer autour du thème "Tunisie : la transition démocratique en danger".

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/conference-de-presse-tunisie-la-transition-democratique-en-danger

Laos: cas de Sombath Somphone

Intervention 6/2/2013 - Monsieur le Président, Sombath Somphone a disparu effectivement depuis le 15 décembre. Sa famille, ses proches, de grandes ONG nous ont fait part de leurs inquiétudes. En effet, des vidéos ont révélé que les forces de police pouvaient être impliquées dans son enlèvement. Les autorités laotiennes ont laissé entendre que cet enlèvement pourrait être lié à un conflit personnel. Si elles veulent être prises au sérieux, elles ne peuvent se contenter de déclarations laconiques. Elles doivent mener une enquête sérieuse sur cette disparition qui implique, de près ou de loin, les forces de police.

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/laos-cas-de-sombath-somphone

Détention de défenseurs des droits de l'homme au Zimbabwe

Intervention 7/2/2013 - Monsieur le Président, nous examinons aujourd'hui une nouvelle résolution sur le Zimbabwe. Le Zimbabwe est un des pires pays du monde en matière de droits de l'homme. Son président, Robert Mugabe, est un vrai dictateur. Nul n'en doute. Les dérives autoritaires de son régime sont patentes, tout comme son enrichissement personnel sur le dos des populations zimbabwéennes. Cela a déjà été dit. Le pays est quasiment en faillite et fait appel à la solidarité internationale pour financer jusqu'au coût du référendum constitutionnel et des prochaines élections.

En savoir plus : http://www.eurocitoyenne.fr/content/detention-de-defenseurs-des-droits-de-lhomme-au-zimbabwe

Conférence de presse : Moncef Marzouki et Martin Schulz

6/2/2013 - J'ai accompagné Fathi Chamkhi, porte-parole du Raid-Attac et de la CADTM Tunisie (Comité pour l'annulation de la dette au tiers monde), à la conférence de presse commune du Président tunisien Moncef Marzouki et du Président du Parlement européen Martin Schulz. Ce dernier a tenu à saluer Fathi Chamkhi et à lui présenter ses condoléances à la suite de la mort de Chokri Belaïd, Fathi comme Chokri étant des responsables nationaux du Front populaire tunisien.

Pour visionner la conférence de presse :
http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/other-events/video?event=20130206-1230-SPECIAL

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/conference-de-presse-moncef-marzouki-et-martin-schulz

22e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies: Le Parlement européen bien en deçà des attentes!

Strasbourg 7/2/2013 - Ce jeudi 7 février, le Parlement européen a voté une résolution pour donner mandat à sa délégation lors de la 22ème session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) à Genève qui se tiendra du 25 février 22 mars 2013.

Notre groupe n'a pas souhaité prendre part à cette résolution et ce, pour plusieurs raisons.

Nous regrettons que la résolution du Parlement européen soit un catalogue qui ne fasse que peu de cas de l'ordre du jour du Conseil des Droits de l'Homme. Nous estimons que celui-ci est positif sur nombre de points, notamment par la place accordée aux questions des droits économiques et sociaux et à l'autodétermination du peuple palestinien.

Le Parlement européen a choisi de survoler un certain nombre de sujets avec une position souvent en-deçà de celles prises lors des précédentes résolutions.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/22e-session-du-conseil-des-droits-de-lhomme-des-nations-unies-le-parlement-europeen-bien-en-

Attentats récents contre des auxiliaires médicaux au Pakistan

7/2/2013 - Monsieur le Président, au Pakistan, la lutte contre la polio est un combat dangereux.

Ce pays fait partie des trois derniers au monde, avec le Nigeria et l'Afghanistan, où la maladie continue de sévir de façon endémique. Après une dégradation de la situation entre 2007 et 2011, des progrès notables ont été réalisés en 2012, puisque le nombre de malades a régressé de deux tiers. Le gouvernement s'est engagé dans la lutte mais il se heurte à de fortes résistances, notamment religieuses.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/attentats-recents-contre-des-auxiliaires-medicaux-au-pakistan

Vote sur le Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: examen annuel de la croissance 2013

Le Semestre européen est la mise en œuvre directe du 6 Pack pour reprendre le jargon européen. Il vise à "coordonner au niveau européen les politiques économiques et budgétaires en lien avec le Pacte de stabilité et de croissance" et à surveiller la mise en œuvre des réformes structurelles.

On sait ce que cela veut dire. C'est la mise en œuvre et, en l'espèce, le contrôle par le Parlement européen des politiques austéritaires avec toujours le même leitmotiv : réduction des déficits excessifs.

La rapporteure socialiste (Mme FERREIRA) a demandé le retrait de son nom sur ce rapport, le PPE ayant durci le texte en séance, cela n'enlève rien à la logique infernale des politiques austéritaires adoubée dans le même temps par les mêmes députés socialistes dans le cadre du rapport LOPE FONTAGNE.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/vote-sur-le-semestre-europeen-pour-la-coordination-des-politiques-economiques-examen-annuel-

Vote : Rapport annuel de la Banque européenne d'investissement pour l'année 2011

14/2/2013 - La BEI finance des investissements au sein et en-dehors de l'UE.

Chaque année, les dirigeants de la BEI rendent compte de leur activité devant le Parlement européen. En 2011 18 % des prêts de la BEI sont allés aux PME, durement frappées par la crise. Un instrument consacré au secteur culturel, éducatif et créatif a été créé et les politiques de l'UE en direction des pays du sud y compris ceux dits du printemps arabes passent par elle.

C'est mieux que rien mais la BEI se finance sur les marchés et doit respecter les règles de concurrence, notamment au regard des autres établissements de crédit. Sans commentaires.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/vote-rapport-annuel-de-la-banque-europeenne-dinvestissement-pour-lannee-2011

Vote : rapport sur la gouvernance du marché unique

7/2/2013 - L'obstination à aligner des inepties et des contre-vérités, de plus en plus largement dénoncées, est proprement fascinante. Comment peut-on encore oser affirmer que "la concurrence accrue résultant du processus d'intégration joue comme une puissante incitation à offrir aux consommateurs européens un plus large éventail de produits moins chers et de meilleure qualité".

La réalité parle pourtant d'elle-même notamment après la casse généralisée des services publics.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/vote-rapport-sur-la-gouvernance-du-marche-unique

Vote : contre les lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres

14/2/2013 - Le Parlement européen acquiesce avec engouement aux propositions du Conseil sur les politiques de l'emploi des États membres.

On nous avait déjà fait le coup l'année dernière et l'année d'avant. Les décisions du Conseil de 2010 dans le cadre du semestre européen pour l'emploi donnent pourtant déjà les piteux résultats que l'on connaît : explosion du chômage et de la pauvreté. Les 27 millions de chômeurs en Europe devraient être la preuve de cet échec cinglant.

En savoir plus :
http://www.eurocitoyenne.fr/content/vote-contre-les-lignes-directrices-pour-les-politiques-de-lemploi-des-etats-membres

8 mars 2013 - L'égalité c'est possible maintenant !

Le 8 mars est une journée emblématique des luttes des femmes pour faire reculer les discriminations, les dominations, conquérir l'égalité des droits.

Le ministère droits des femmes, pour lequel nous nous sommes battues, doit maintenant avec le gouvernement de gauche, entendre les voix populaires, les voix des femmes, des hommes, qui, il y a un an et avec raison, congédiaient Nicolas Sarkozy.

Il faut donc écrire une nouvelle page dont le fil conducteur est l'égalité.

■ L'égalité professionnelle tant promise n'est toujours pas appliquée malgré la profusion des lois. Les discriminations, les inégalités salariales, la précarité de l'emploi des femmes sont toujours les normes et l'accord national interprofessionnel (ANI), constitue un recul sans précédent, véritable amplificateur de ce que les femmes, les Licenci'elles, les Sodimédicals, et beaucoup d'autres vivent.

Refusons ce mépris, manifestons contre cet accord et imposons une réelle égalité professionnelle, une loi contre les licenciements boursiers, l'abrogation de la loi sur les retraites avec départ à 60 ans pour toutes et tous. Sanctions judiciaires aux entreprises qui n'appliquent pas les lois sur l'égalité professionnelle.

■ Le droit à la santé pour toutes et tous est une exigence et une urgence, d'autant que la loi Bachelot (loi Hôpital Patient Santé Territoire) continue à s'appliquer entraînant une véritable casse du service public de santé.

Exigeons du gouvernement l'abrogation de la loi Bachelot, un moratoire contre les fermetures d'établissements hospitaliers et les regroupements de services.

Demandons la mise en place d'une vraie démocratie sanitaire permettant des débats renseignés et sérieux sur toutes les grandes questions de santé publique. Le grand public doit accéder à des informations sérieuses sur l'ensemble des choix contraceptifs. De réels contrôles doivent être organisés sur les médicaments, loin des pressions européennes et de celles des firmes pharmaceutiques.

Les salarié-es du secteur santé doivent bénéficier de droits et de pouvoirs nouveaux.

■ Les violences contre les femmes ne sont hélas toujours pas éradiquées, malgré la loi du 9 Juillet 2010. Souffrirait-elle du manque de moyens et d'insuffisances pour sa réelle application ?

■ Créons les conditions de l'adoption d'une loi cadre, comportant des mesures de prévention, d'éducation et de sanctions avec des moyens humains et financiers pour leurs mises en œuvre.

A bas l'austérité, ce remède qui aggrave la crise !

Pendant que les grands groupes du CAC 40 vont toucher 20 milliards d'euros, des milliers de femmes et d'hommes renonceront à leurs besoins les plus élémentaires. Cela suffit.

Nous sommes solidaires de toutes ces femmes qui agissent partout dans le monde contre l'oppresseur quel qu'il soit, partout, les voix des femmes se lèvent pour la liberté, la paix, la dignité et l'émancipation humaine.

Il est grand temps de mobiliser l'argent, les pouvoirs dans le sens des intérêts populaires.

Citoyennes, militantes, féministes, rebelles, ensemble, nous sommes une force déterminante pouvant obliger la gauche gouvernementale à ne pas écouter les sirènes de ceux qui méprisent les femmes et les hommes.

Partout, mobilisons-nous pour faire triompher nos espoirs, ceux de toutes les femmes de la planète, créons cette belle chaîne de la sororité, féminin de fraternité.

Nous sommes solidaires de toutes ces femmes qui agissent partout dans le monde contre l'oppresseur quel qu'il soit. Tunisiennes, Égyptiennes, Iraniennes, Syriennes, Palestiniennes, Maliennes, partout la voix des femmes se lèvent pour la liberté, la paix, la dignité et l'émancipation humaine.

Les femmes ont été à la pointe de ce que l'on nomme ''printemps arables'' et aujourd'hui encore, elles sont au premier rang pour empêcher les dérives sectaires, autoritaires et obscurantistes qui veulent entraver les mouvements de libération des peuples.

En ce 8 mars 2013, nous tenons à faire entendre nos exigences pour libérer les sociétés du poids de la domination masculine (le patriarcat), pour permettre d'évoluer d'un pas de géant dans l'intérêt des besoins humains.

Alors prenons la parole et participons à amplifier l'aspiration d'un vrai changement.

Interdire les symboles communistes en Moldavie est contraire à la démocratie

La Commission européenne pour la démocratie et le droit (Commission de Venise) considère que l'introduction de sanctions pour l'utilisation des symboles communistes en Moldavie est contraires aux normes européennes - traduction Nico Maury

La Commission de Venise, en réponse à la demande de la Cour constitutionnelle de Moldavie a exprimé que l'interdiction des symboles communistes est en conflit avec l'article 10, "Liberté d'expression" et 11 "La liberté de réunion et d'association de la Convention européenne des protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Selon les auteurs du document, "la faucille et le marteau ne peut être considéré en Moldavie uniquement comme des symboles du régime communiste totalitaire, car il n'y a aucun lien existant entre l'idéologie totalitaire communiste et les symboles du Parti Communiste (PCRM), qui utilise un marteau et une faucille depuis 1994". "La faucille et le marteau ont été enregistrés en tant que symboles du PCRM et l'utilise pour des raisons légitimes. Grâce à ces symboles les communistes ont participé à six législatives, présidentielles et l'un des 5 élections locales, et le PCRM est maintenant le plus grand parti d'opposition représenté au parlement et ne souhaite pas renverser l'ordre constitutionnel et démocratique" juge la Commission de Venise.

Elle considère l'interdiction des symboles communistes pour les élections comme une "atteinte à la liberté de réunion, et au droit d'élire et d'être élu."

La Commission ne voit pas de menaces réelles menace de dictature chez les communistes, et estime donc que "l'interdiction des symboles à titre préventif pour protéger la démocratie ne peut pas être considéré comme un besoin social impérieux".

Enfin, la Commission a déclaré que la loi sur l'interdiction des symboles communistes "est inconstitutionnelle et doit être annulé, parce que sinon, la Moldavie ne pourrait pas éviter la perte d'un procès devant la Cour européenne des droits de l'homme."

En Décembre 2012, le Parti des communistes de la république de Moldavie a saisi la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, suite au vote de l'interdiction de l'utilisation des symboles communistes à des fins politiques. Au 1er octobre 2012 en Moldavie est entrée en vigueur une loi condamnant le régime totalitaire communiste et l'interdiction de l'utilisation des symboles communistes à des fins politiques. Conformément à la loi, l'utilisation des symboles communistes est punis d'une amende de deux mille à 10 mille lei (180 à 800 dollars).